

Lausanne, le 2 avril 2024

Conseil Communal
Place de la Palud 2
1002 Lausanne

La Municipalité de Lausanne accorde régulièrement au collectif « grève féministe Vaud » les autorisations de manifester demandées aux dates prévues pour manifester en faveur des Droits des Femmes (8 mars, 14 juin et 25 novembre).

Les signataires de la pétition attendent des Autorités communales lausannoises qu'elles garantissent à l'avenir :

- Le respect des règles imposées par la Municipalité dans le règlement municipal de Police art 43, alinea 3 (Maintien de la sécurité, de la tranquillité, du respect de la décence et des bonnes mœurs).
- que la "grève féministe Vaud" respecte sa vocation "non partisane" ainsi que la neutralité suisse et qu'elle n'importe pas de conflits étrangers ;
- qu'aucune autorisation de manifester ne soit délivrée au collectif « grève féministe Vaud » sans qu'il renonce OFFICIELLEMENT ET AU PRÉALABLE à toute tentative d'intimidation face à des manifestantes dont les revendications ne seraient pas celles du collectif ;
- que les manifestations féministes organisées par le collectif « grève féministe Vaud » soient pacifistes et uniquement guidées par la volonté de soutenir TOUTES les Femmes, sans distinction de nationalité et de religion.

En effet, le collectif "grève féministe" ne respecte plus sa vocation initiale de réunir les féministes au niveau cantonal pour manifester en faveur des droits des femmes et de l'égalité des sexes. Nous assistons impuissant(e)s à une dérive morale du collectif "grève féministe". Délaissant ses revendications de féminisme inclusif, il ne respecte plus son principe de solidarité avec les femmes du monde entier. Nous nous référons en particulier au Manifeste Pour la Grève Féministe et des Femmes du 14 JUIN 2019 condamnant le viol utilisé comme une arme de guerre.

Les manifestations féministes organisées durant les jours dédiés aux Droits des Femmes, se doivent d'être transpartisanes afin de pouvoir rester universelles dans la défense des droits des femmes. C'est pour cette raison qu'il est attendu

que les partis politiques ne participent pas avec leurs couleurs à ces manifestations. Or les dernières manifestations de la "grève féministe Vaud" se sont transformées en meetings politiques fascisants, dont certaines femmes sont exclues sous prétexte que leur discours, tout féministe soit-il, n'est pas exactement en accord avec les prises de position politiques du collectif.

Certaines des signataires de cette pétition ont d'abord tenté d'établir un dialogue avec ce collectif, lui demandant d'éviter d'importer le conflit israélo-arabe qui clive particulièrement la société. Elles ont demandé aux membres du collectif d'adopter une position plus équilibrée et pacifiste afin d'éviter d'inciter à la haine et à la violence. Les membres du collectif ont refusé ces propositions lors de leur assemblée du 4 mars 2024.

Il y a de nombreuses manifestations politiques à Lausanne auxquelles toutes les femmes sont les bienvenues (par exemple, un samedi sur deux un stand pro Palestine, en alternance avec un stand pro Israël). Il n'y a cependant que 3 jours dédiés aux Droits des Femmes (le 8 mars, le 14 juin, le 25 novembre). Les manifestations féministes organisées durant ces trois jours ne devraient pas être détournées au profit d'autres causes, aussi défendables soient-elles.

Que les minorités sexuelles et de genre soient représentées lors de ces manifestations paraît louable et n'est absolument pas remis en cause par les signataires de cette pétition. En revanche, force est de constater que le collectif « grève féministe Vaud » détourne trop régulièrement ces trois journées dédiées aux Droits des Femmes pour exalter des questions internationales complexes sans prendre le temps de la réflexion et de l'analyse, pourtant nécessaire.

Ainsi, dans le dernier PV de leur Assemblée générale du 4 février 2024, la question de la création d'un groupe de travail dédié aux questions féminines à caractère international a été rejetée.

À la manifestation du 8 mars dernier qui s'est tenue à Lausanne, les femmes du collectif « grève féministe Vaud » ont clairement fait comprendre à d'autres femmes portant des revendications « non alignées » avec celles dudit collectif qu'elles n'étaient pas les bienvenues. Ces revendications « non alignées » étaient la reconnaissance des violences sexuelles subies par les femmes juives pacifistes, le 7 octobre 2023, lesquelles ont été documentées par l'ONU, ainsi que la libération immédiate des femmes encore otages qui subissent des violences sexuelles. Ces manifestantes se positionnaient également pour la paix, marquant leur solidarité avec toutes les femmes victimes de guerres.

Il y a eu des insultes (« tes p***ins d'otages, tu ne les reverras pas vivants », « tes s***pes de Gaza, mieux qu'elles meurent aujourd'hui », « s***pes », « p*** », « fasciste », « les vrais nazis c'est vous », etc...), des slogans haineux (« Israël assassin », « Sionistes, fascistes, c'est vous les terroristes », « Toi et les tiens, vous êtes responsables pour le génocide, alors tu n'as pas le droit d'être là », « Le 7 octobre est une invention des sionistes », « le sionisme assassine le féminisme », etc...), des fumigènes brandis par des garçons et des filles en noir, parfois masqués, des personnes physiquement impressionnantes qui ont pris la place de la Riponne sans aucune restriction. Sans oublier une forêt de drapeaux palestiniens agités dans tous les sens, les doigts d'honneur contre les manifestantes pacifistes, et les panneaux brandis non pas pour les femmes mais contre Israël. Tout a été fait pour intimider les manifestantes « non validées » par ce collectif, au point qu'un policier leur a conseillé de quitter les lieux pour éviter qu'elles se mettent en danger et d'obliger la police à intervenir.

Ces agissements, qui se sont produits le 8 mars dernier à Lausanne, sont inacceptables, car ils contreviennent aux principes démocratiques de notre Etat ainsi qu'au règlement de la police municipale. Nous appelons les autorités à agir en conséquence au moment de délivrer les autorisations.

Nous contestons fermement les tentatives d'intimidation employées par le collectif « grève féministe Vaud » et les collectifs invités pour limiter le droit de manifester d'autres féministes qui ne partagent pas leur vision politique ou les sujets qu'elles entendent aborder.

Nous refusons que le collectif « grève féministe Vaud » détourne l'autorisation de manifester qui lui a été accordée afin de défendre des causes politiques importées, sans lien direct avec les Droits des Femmes. De nombreuses femmes ont depuis longtemps cessé de venir à ces manifestations dont elles jugent qu'elles ne représentent plus vraiment leurs aspirations en tant que Femmes et féministes.